

## Le 40e Congrès de la FIDH condamne, à Taipei, l'escalade de la répression contre la société civile et le manque de justice environnementale au Vietnam



TAIPEI, 25 octobre 2019 (VCHR) - Plus de 400 militants, défenseurs des droits de l'Homme, universitaires et acteurs de la société civile venus du monde entier se sont réunis à Taipei (Taïwan) pour le 40<sup>e</sup> Congrès de la [FIDH](#) qui se tient du 21 au 25 octobre 2019 sur le thème « *Reconquérir l'universalité des droits humains* ». C'est la première fois de toute son histoire que la FIDH, mouvement mondial de défense des droits humains dont le siège est à Paris, tient son Congrès en Asie. Celui-ci a été ouvert par la Présidente de Taïwan, Mme Tsai Ing-wen, qui est venue apporter son ferme soutien aux défenseurs des droits de l'Homme.



La Présidente de Taïwan Tsai Ing-wen

M. Võ Trần Nhật, qui y représente la ligue vietnamienne de la FIDH, le Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme (VCHR) a informé le Congrès de la répression sans cesse croissante contre les blogueurs, les défenseurs des droits de l'Homme et les militants de la société civile au

Vietnam et proposé une « **résolution urgente sur la situation des droits de l'Homme au Vietnam** » qui a été adoptée à l'unanimité par les ligues de la FIDH.

La Résolution s'inquiète du conflit territorial en Mer de Chine Méridionale, où la tension monte depuis les incursions chinoises qui « *menace[nt] la paix dans la région et au-delà* » et qui ont suscité une profonde indignation au Vietnam. Le texte dénonce la répression systématique de toute protestation pacifique, qui s'aggrave tant par le nombre des arrestations, l'allongement des peines d'emprisonnement infligées aux militants de la société civile, la criminalisation de toute expression libre par des lois restrictives que par une politique globale visant à « *instaurer un climat de peur chez ceux qui veulent s'exprimer ou participer aux affaires publiques* ». La FIDH y appelle en outre l'Union Européenne à ne pas signer l'Accord de libre-échange (EVFTA) tant que des mécanismes de recours efficaces et impartiaux n'y seront pas prévus pour garantir les droits fondamentaux des citoyens vietnamiens.

**« Cette très importante Résolution veut dire beaucoup pour les défenseurs des droits de l'Homme au Vietnam »** a dit Võ Trần Nhật. **« Alors que le gouvernement met en branle son arsenal pour la répression, la censure, l'intimidation et les emprisonnements afin d'étouffer leurs voix, cette prise de position montre que la société civile internationale se tient à leur côtés dans leur lutte et qu'ils ne seront pas réduits au silence ».**



Võ Trần Nhật présente la situation des droits de l'Homme au Vietnam lors du 40e Congrès de la FIDH

Une autre résolution urgente « sur la justice environnementale » au

Vietnam, proposée par la Taiwan Association for Human Rights ([TAHR](#)) a également adoptée à l'unanimité.

Rappelant la pollution catastrophique causée par la compagnie taiwanaise Formosa Ha Tinh Steel Corporation dans le centre du Vietnam en 2016, la résolution déplore l'inaction du Vietnam envers les victimes de ce désastre, qui subissent de graves violations des droits de l'Homme comme « *le droit à un environnement propre, le droit à l'alimentation et à la santé, le droit au travail, les droits à la liberté d'expression et d'assemblée pacifique, le droit à*

*l'information et le droit à un recours effectif ».*

Regrettant que la plainte transnational déposée par 7,785 victimes vietnamiennes contre le groupe Formosa Plastics devant le Tribunal du District de Taipei en juin 2019 ait été rejetée le 5 octobre 2019 au motif que le tribunal taïwanais ne serait pas compétent, les ligues de la FIDH ont appelé Taïwan à réviser le jugement en appel, et demandé au Vietnam de permettre une enquête transparente et indépendante sur ce désastre écologique, de punir les responsables et de garantir aux victimes de justes réparations.

Durant les 5 jours de la conférence, les participants ont débattu des stratégies pour renforcer la protection des droits de l'Homme en cette période cruciale où l'universalité des droits humains est de plus en plus remise en cause dans le monde entier.

La FIDH a été fondée en 1922 et compte 184 ligues membres venues de 112 pays sur les 5 continents. Elle tient son Congrès tous les trois ans pour étudier les nouveaux défis auxquels font face les campagnes de promotion des droits de l'Homme et définir de nouvelles stratégies adaptées, et pour renouveler son équipe dirigeante. La FIDH soutient de longue date les défenseurs des droits de l'Homme vietnamiens. Dans les années 1920, la FIDH avait réussi à faire annuler les peines de prison prononcées contre les deux célèbres patriotes vietnamiens Phan Bội Châu et Phan Chu Trinh.





***Texte intégral de la résolution urgente sur la situation des droits de l'Homme au Vietnam:***

## **Résolution sur la situation des droits de l'Homme au Vietnam**

**La FIDH et toute ses ligues, réunies à son 40<sup>e</sup> congrès à Taipei, Taiwan,**

**Considérant** que le conflit territoriale en Mer de Chine Méridionale (Mer de l'Est pour les Vietnamiens), qui concerne l'ensemble des pays riverains (Brunei, Chine, Indonésie, Malaisie, Philippines, Taïwan, Vietnam), devient de plus en plus aigu notamment du fait des initiatives agressives de la République Populaire de Chine (incursions, militarisation et occupation unilatérale des îles et récifs contestés, interception des pêcheurs vietnamiens) ;

**Considérant** que, compte tenu de la position et du rôle stratégique de cette mer par laquelle transite un tiers du commerce international, cette question menace la paix dans la région et au delà ;

**Considérant** que l'indignation de la population vietnamienne suscitée par l'incursion du navire chinois Haiyang Dizhi 8, escorté par les garde-côtes chinois, dans la Zone Économique Exclusive vietnamienne (Vanguard Bank dans les îles Spratley) au mois de juillet 2019, n'a pu s'exprimer que par deux petites manifestations devant l'ambassade chinoise à Hanoi (6 août 2019) et le consulat chinois à Saigon (10 août 2019) très rapidement dispersées par les autorités ;

**Considérant** qu'à cette occasion, le peuple et la société civile vietnamienne n'ont pu s'exprimer à cause d'une terrible escalade de la répression qui a vu le nombre des prisonniers de conscience augmenter de plus d'un tiers en un an (plus de 130 prisonniers) et les manifestations pacifiques systématiquement écrasées ; et que les arrestations et les condamnations de ceux qui ont osé parler continuent en ce moment même ;

**Considérant** que, pour étouffer les voix de la société civile, le Parti Communiste du Vietnam recourt de façon alarmante et croissante à l'article 109 du Code pénal sur les « *activités visant à renverser le gouvernement* » (qui prévoit la peine de mort) ou d'autres crimes contre la « sécurité nationale » pour réprimer l'exercice pacifique de la liberté d'expression ;

**Dénoncent** le recours aux lois vagues et fourre-tout qui criminalisent l'exercice des droits fondamentaux des Vietnamiens et donnent aux autorités des pouvoirs exorbitants et arbitraires pour réprimer les défenseurs des droits de l'Homme ou quiconque voudrait simplement jouir de ces droits ;

**Regrettent** à cet égard que le Vietnam aient encore une fois refusé, lors de son troisième Examen Périodique Universel, les recommandations de rendre conforme les articles du Code pénal sur les crimes contre la « sécurité nationale » avec le droit international ;

**Dénoncent** la politique de verrouillage de l'information et de censure du Vietnam qui instaure, par une répression sauvage (brutalités et harcèlements policiers, procès iniques, lois liberticides), un climat de peur chez ceux qui veulent s'exprimer ou participer aux affaires publiques ;

**Demandent** au Vietnam de mettre fin à cette répression et de libérer immédiatement et inconditionnellement toutes les personnes détenues simplement pour avoir exercé légitimement et pacifiquement leurs droits aux libertés fondamentales ;

**Appellent** l'Union Européenne à ne pas signer l'accord de libre-échange EVFTA tant que cet accord ne garantit pas les droits fondamentaux des citoyens vietnamiens, notamment avec des mécanismes de recours efficaces et impartiaux, et à rester ferme pour que le Vietnam remplisse ses engagements en matière de droits de l'Homme.